

**Question 1 :** L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs commentaires sur l'analyse comparative du GRE, et en particulier sur la pertinence de sa prise en compte pour la fixation des plafonds tarifaires de la terminaison d'appel des opérateurs français, ses apports et ses limites. D'autres éléments vous semblent-ils devoir être pris en compte pour une utilisation pertinente de cette comparaison ?

Les analyses comparatives du GRE sont un outil d'observation pertinent, permettant de situer les marchés de chaque Etat. Cependant, comme le souligne l'Autorité, il s'agit d'une vision instantanée, fondée sur des critères hétérogènes inhérents à la situation de chacun des Etats étudiés, et qui ne peut qu'apporter un éclairage.

S'agissant des principaux éléments que l'Autorité propose de prendre en compte pour l'interprétation et l'utilisation de la comparaison européenne réalisée par le GRE, Kertel apporte les commentaires suivants :

■ *Le prix associé à l'acquisition des autorisations d'usage de fréquence*

Le prix associé à l'acquisition des autorisations d'usage de fréquence est fixé indépendamment par chaque Etat et ne relève pas d'un fait de marché : c'est le prix d'utilisation du domaine public auquel les opérateurs acceptent de se soumettre pour accéder à un marché. Ils se doivent de l'intégrer dans leur calcul prévisionnel de rentabilité, sans pour autant que celui-ci ne les empêche de mettre en place des offres attractives et de nature à stimuler la concurrence.

Par ailleurs, les prix associés à l'acquisition des autorisations d'usage de fréquence sont extrêmement différents d'un Etat à un autre : de la gratuité en Suède jusqu'à des montants dépassant 7 milliards d'euros en Allemagne, les divergences sont importantes et sans conséquence visible sur les niveaux de terminaison d'appel mobile présentés par le GRE dans son analyse comparative.

En conséquence, Kertel réproouve la prise en compte de cet élément.

■ *La structure de marché*

Le marché s'est développé à un rythme différent dans chacun des Etats étudiés et connaît encore aujourd'hui des différences majeures telles que le nombre d'opérateurs de réseau, l'existence ou non d'opérateurs sans réseau, les dates d'entrée, l'état de déploiement ou d'innovation de la téléphonie fixe, etc.

La structure de marché impacte directement le dynamisme concurrentiel que les acteurs vont souhaiter mettre en place. Il est pertinent de retenir ce critère pour autoriser une comparaison fiable des prix de terminaison d'appel.

Pour autant, **Kertel défend que le prix de la terminaison d'appel ne doit plus être impacté par les coûts réseau assumés par les opérateurs pour développer leur présence.** Les acteurs sont soumis à des conditions de couverture, du territoire ou de la population, mais pourraient faire le choix d'un plus grand partage des infrastructures, ou d'accord d'itinérance, permettant d'atteindre les critères de couverture sans pour autant voir leur structure de coûts être essentiellement formée de coûts fixes.

La comparaison avec les conditions d'exercice de la téléphonie fixe depuis la dérégulation du secteur et leurs impacts positifs sur la baisse du prix de terminaison d'appel dans ce domaine sont révélateurs de la possibilité d'agir différemment.

Kertel approuve donc la prise en compte de la structure de marché, sous réserve qu'il ne s'agisse pas d'intégrer sans remise en cause les coûts de déploiement relevant d'une stratégie de positionnement et non d'un objectif de mieux-disant.

► *Le périmètre et les méthodes de comptabilisation de coûts pertinents*

Kertel approuve la pertinence du critère. Il est indispensable que les coûts soient audités et que les moyens soient mis en œuvre le cas échéant pour mener les reclassements nécessaires à une lecture homogène.

► *La demande*

Le profil et le volume de la demande impactent par essence les offres qui sont susceptibles d'être mises en concurrence sur un marché. L'analyse comparative menée par le GRE doit donc être étudiée au regard des disparités qui existent sur le plan politique, social et économique dans les Etats étudiés.

Kertel défend en complément que le niveau de maturité de la demande est particulièrement impactant : il serait restrictif de ne considérer comme élément de pondération que le nombre de clients potentiels ou acquis, et la consommation moyenne ; il nous semble plus essentiel de prendre en compte des indicateurs tels que taux d'équipement et/ou taux de pénétration qui sont révélateurs du dynamisme concurrentiel restant à mettre en œuvre.

► *La couverture du pays*

Kertel approuve la prise en compte des critères de couverture résultant de la géographie et des infrastructures des Etats étudiés, mais ne retient pas le critère d'obligations réglementaires : c'est un paramètre clairement connu de l'opérateur à son entrée dans le marché, qui a dû être intégré dans les étapes prévisionnelles de son déploiement.

Ainsi considéré, l'obligation réglementaire de couverture, du territoire ou de la population, est une contrainte auquel l'opérateur accepte de se soumettre tout en ayant l'objectif d'apporter une offre technologiquement et économiquement fiable au marché. Le principe de cette obligation étant généralisé, il ne s'agit pas d'un critère discriminant entre les Etats étudiés.

► *Les technologies déployées*

Kertel approuve la prise en compte de cet élément pour l'interprétation et l'utilisation de la comparaison européenne réalisée par le GRE.

Kertel souligne en particulier que les technologies déployées relèvent non seulement de l'innovation, mais surtout des calendriers de déploiement mis en place par les Etats étudiés non seulement pour l'emploi des fréquences, mais aussi pour les procédures d'attribution.

Le cas actuel de la France en est un reflet que ce soit avec les débats menés autour de l'existence et des conditions d'attribution de licences 3G dans la bande 2.1GHz, ou avec les débats mitoyens sur les fréquences libérées par le dividende numérique.

L'innovation technologique arrive à maturité pour autoriser le déploiement d'offres de haut débit en mobilité, comme le démontre les opérateurs de réseau en place, mettant en avant essentiellement des offres de communication « non-voix », couplées à des PC ou mini PC.

En parallèle, au plan international, des actions communes sont menées par des opérateurs mobiles, des fabricants informatiques et des éditeurs de logiciel pour faciliter l'accès à l'Internet mobile à travers des équipements embarquant à la source des modems 3G, véritable complément de marché aux offres actuelles de « clé 3G ».

Pour autant, le réel accès du consommateur au bénéfice de ces technologies, avec un débit non bridé et des conditions tarifaires non excessives, ne sera possible que si plusieurs opérateurs ont intérêt à proposer ces offres

En parallèle, Kertel fait observer qu'il pourrait y avoir là un facteur de maintien artificiel du prix de la terminaison d'appel. Il ne doit pas s'agir de financer les investissements à engager pour rester compétitif sur un marché où la technologie évolue, par un niveau de prix anormalement élevé sur une technologie maîtrisée.

Cette situation serait d'autant plus anormale que les investissements engagés permettraient l'émergence de services finalement non souhaités par les consommateurs. Les résultats récents de l'Observatoire des nouvelles technologies et des multimédias<sup>1</sup> montrent que le taux d'équipement est très supérieur au taux d'utilisation des services accessibles avec ces mêmes équipements : la demande pourra peut être rattraper l'offre, mais il ne serait pas cohérent que les coûts assumés par les opérateurs pour créer une demande leur permettent en sus de maintenir un prix de terminaison d'appel élevé.

► *Les autres facilités ou obligations réglementaires*

Le partage d'infrastructures et les accords d'itinérance nationale sont un facteur réel d'amélioration de la concurrence au bénéfice du consommateur, et de fluidité du marché de gros, comme le montre l'observation du marché de la téléphonie fixe. En conséquence, l'existence de ces deux facteurs en particulier est à prendre en compte dans l'analyse comparative du GRE.

D'une façon générale, Kertel estime pertinent d'utiliser l'analyse comparative du GRE comme élément d'éclairage du marché, sous réserve que son interprétation soit réalisée à la lumière des éléments décrits ci-dessous.

Le marché de la téléphonie mobile s'inscrivant dans le contexte global du marché des télécommunications, **Kertel s'interroge sur l'absence de prise en compte d'une analyse comparative du marché de la téléphonie fixe**. Sur le plan international, il est incontestable que le niveau de maturité du marché de la téléphonie fixe, l'existence d'offres d'abondance commercialisées par les fournisseurs d'accès Internet, ont un impact fort sur le déploiement des opérateurs de téléphonie mobile.

Certains pays d'Europe de l'Est ou d'Afrique sub-saharienne ne bénéficiaient pas d'infrastructure de réseau de téléphonie fixe éprouvée, que ce soit pour des raisons économiques ou de géotypes. L'accès à la technologie s'est naturellement fait sur les dernières innovations disponibles avec le résultat constaté dans plusieurs pays qu'une plus grande partie des volumes de communication est échangée sur les réseaux mobiles par rapport à des pays comme la France.

Par ailleurs, en France, la dérégulation, puis le dégroupage et enfin le déploiement de la téléphonie sur IP ont modifié sur le fond les usages de la téléphonie, avec un impact à étudier entre le marché de la téléphonie mobile et celui de la téléphonie fixe.

Enfin, les évolutions sociétales engendrent de nouveaux besoins de communications. On constate en particulier une très forte augmentation des volumes de communication vers l'International (+16.2% depuis les mobiles entre le premier trimestre 2008 et la même période de 2007<sup>2</sup>). Il serait pertinent de valider quelles sont les évolutions constatées sur chacun des Etats étudiés par le GRE.

En conclusion Kertel propose d'utiliser l'analyse comparative du GRE, non seulement avec les éléments pré-cités d'interprétation, **mais aussi en étendant le champ d'analyse à la téléphonie fixe** et au type d'usage entre téléphonie fixe et téléphonie mobile.

**Question 2 :** Plus généralement, l'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs commentaires sur ces éléments de contexte européen.

Le contexte européen est au cœur des débats que ce soit s'agissant de l'hétérogénéité entre les Etats, les conséquences sur les niveaux de terminaison d'appel et leur régulation, ou s'agissant du tarif de l'itinérance.

<sup>1</sup> Sondage BVA réalisé pour The Phone House en partenariat avec BFM et La Tribune – publié le 02 octobre 2008 – disponible sur [www.bva.fr](http://www.bva.fr)

<sup>2</sup> Observatoire des marchés - Le marché des services de télécommunications en France au 1er trimestre 2008 – Arcep

5 opérateurs historiques européens<sup>3</sup> ont missionné Frontier Economics pour analyser les impacts d'une baisse significative du prix de la terminaison d'appel mobile<sup>4</sup>.

En synthèse, les conclusions mettent en avant :

- qu'il n'y a pas de lien de causalité directe entre une diminution du prix de la terminaison mobile et des offres plus attractives pour le consommateur ;
- que la régulation des prix basés sur les coûts existants semble être le système le plus pertinent ;
- que la différence entre le modèle européen et celui des Etats-Unis ne se fait pas au profit du consommateur :
  - Le taux de pénétration aux Etats-Unis est plus bas (85%) ;
  - Le taux de couverture est plus bas aux Etats-Unis ;
  - Les prix à la minute aux Etats-Unis sont plus bas uniquement pour les fortes consommations.
- que les recommandations de la Commission Européenne sur les méthodes de régulation du prix de la terminaison d'appel fixe et mobile conduiraient à une sous-estimation des coûts de terminaison que les opérateurs seraient susceptibles de compenser en augmentant les prix de détail.

L'étude conclue donc que la diminution du coût de la terminaison d'appel mobile n'irait pas dans le sens d'un bénéfice pour le consommateur.

**Kertel rappelle à ce stade que ce type d'étude ne lui paraît pas être pertinent sans une analyse sur la situation du marché de la téléphonie fixe pour apporter un éclairage fondé et complet.**

Dans son projet de recommandations<sup>5</sup>, la Commission Européenne rappelle le principe de symétrie des services et la nécessaire justification d'une éventuelle asymétrie. Elle précise en complément que les différences significatives des méthodes de régulation entre la terminaison d'appel fixe et la terminaison d'appel mobile créent des distorsions fondamentales sur les marchés, et a fortiori pour les consommateurs.

Dans les principes soumis, la Commission Européenne ne retient ni l'obligation réglementaire de taux de couverture, ni le prix d'acquisition d'usages des fréquences pour la fixation du prix de la terminaison d'appel mobile.

Kertel partage l'avis de l'Autorité sur l'intérêt des travaux d'harmonisation en cours à l'échelle européenne et leur apport sur les méthodes pertinentes pour la fixation des plafonds tarifaires de la terminaison d'appel des opérateurs français.

Dans le contexte, Kertel rappelle sa position, défendue dans sa réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur l'attribution des licences 3G dans la bande 2.1 GHz : les opérateurs de réseau ont actuellement la possibilité de maintenir des niveaux de prix élevés, condition que l'arrivée d'une quatrième opérateur serait de nature à remettre en cause en dynamisant une concurrence saine au profit du consommateur et du marché de gros.

**Question 3 :** L'objet de la consultation publique porte donc sur la pertinence de la prise en compte de cette source d'information pour la fixation des plafonds tarifaires de terminaison d'appel, ses apports et ses limites.

Les états de coûts et de revenus transmis par les opérateurs, audités sous contrôle de l'Autorité, constituent très certainement une référence de coûts indispensable pour analyser les conditions à mettre en œuvre pour le développement du marché.

Néanmoins, Kertel n'est pas favorable à la prise en compte de cette source d'informations pour la fixation des plafonds tarifaires de terminaison d'appel. En effet, Kertel y voit une possibilité de

<sup>3</sup> Deutsche Telekom, Orange, Telecom Italia, Telefonica et Vodafone

<sup>4</sup> Assessing the impact of lowering mobile termination rates – July 2008 – Frontier Economics

<sup>5</sup> projet de recommandation sur la régulation des services de terminaison d'appel fixe et mobile dans l'Union européenne publié le 26 juin 2008 – soumis à consultation publique jusqu'au 10 septembre 2008 –  
[http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/ecomm/doc/library/public\\_consult/termination\\_rates/termination.pdf](http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomm/doc/library/public_consult/termination_rates/termination.pdf)

maintenir artificiellement un niveau élevé de terminaison d'appel par décision de surinvestissement d'un ou plusieurs des opérateurs, qui se traduirait par une présentation de coûts élevés sans que ce niveau ne soit justifié par le marché.

Il est donc nécessaire que les comptes audités puissent subir le cas échéant :

- ▶ **les reclassements et arbitrages cohérents favorisant l'émergence d'une vision la plus commune possible,**
- ▶ **une analyse détaillée et comparative des principaux postes de coûts à l'échelle européenne.**

En conséquence, Kertel est favorable à une saine utilisation des coûts et revenus audités pour faire vivre le modèle d'un opérateur générique efficace, dont les résultats pourraient être utilisés pour la fixation des plafonds tarifaires de terminaison.

**Question 4 :** La structure du modèle et son calibrage ont déjà été amendés suite aux deux consultations publiques de février et de juin 2007 relatives aux travaux de modélisation technico-économique et aux référentiels de coûts pour 2007. Compte tenu de l'ampleur des travaux impliqués, la structure du modèle métropolitain n'a pas évolué significativement. L'objet de la présente consultation publique est plus précisément de soumettre pour commentaires l'actualisation du modèle avec les données collectées en 2008, celles-ci ayant permis d'affiner le calibrage des données d'entrée du modèle de l'opérateur générique, ainsi que d'obtenir la position des acteurs sur les apports et les limites de son utilisation dans le cadre de la fixation des tarifs de terminaison d'appel.

*Commentaires sur l'actualisation du modèle :*

Kertel n'a pas de commentaire particulier sur les corrections et améliorations apportées depuis la dernière consultation publique.

Néanmoins, nous souhaitons commenter le modèle sur ses apports et ses limites.

*Quels sont les apports de ce modèle ?*

- ▶ Le modèle permet de souligner les investissements financiers supportés par les opérateurs mobiles dans le cadre du déploiement et de l'activation d'un réseau GSM et UMTS.
- ▶ La ventilation des coûts montre la part prépondérante des coûts de la Boucle Locale Radio GSM et UMTS puisque ces deux postes représentent environ 61% des coûts.
- ▶ En tout état de cause, le modèle de coûts illustre qu'une mise en commun des infrastructures permettrait d'amortir plus rapidement le coût de la mise en place d'un réseau BLR GSM et UMTS et par voie de conséquence le coût de la terminaison d'appel, **à l'instar de ce qui peut se pratiquer en métropole sur le marché de la téléphonie fixe.**

*Quelles sont les limites de ce modèle ?*

- ▶ En premier lieu il convient de rappeler qu'il s'agit d'un modèle virtuel, par conséquent les hypothèses retenues et les impacts de ce modèle sont totalement figuratifs. Par ailleurs, ce modèle ne peut en aucun cas servir de base de référence pour justifier le maintien d'un coût de terminaison d'appel élevé, il peut au mieux apporter des éléments de réflexion. En outre, **Kertel maintient que le coût de déploiement du réseau de téléphonie mobile ne doit plus être subventionné par les consommateurs finaux au travers d'un coût de terminaison d'appel élevé.**
- ▶ Kertel souhaite en outre insister sur le fait que la seule prise en compte des coûts mentionnés dans le modèle de l'opérateur générique ne peut servir de référence dans la détermination du prix de la terminaison d'appel.

- Le principal poste de coûts est celui de la Boucle Locale Radio GSM et UMTS, il s'agit d'un poste de coûts spécifique aux opérateurs mobiles. Compte-tenu de l'importance de ce poste de coûts, **Kertel estime qu'une comparaison précise à l'échelle européenne de ces coûts serait pertinente afin de justifier l'importance des coûts Boucle Locale Radio GSM et UMTS.**

**Question 5 :** Le modèle d'opérateur actif en Outre-mer et son calibrage sont mis en consultation publique pour la première fois. L'Autorité invite en particulier les acteurs à lui faire part de leurs commentaires sur les principales hypothèses de modélisation retenues pour celui-ci. L'Autorité souhaite également obtenir la position des acteurs sur les apports et les limites de son utilisation dans le cadre de la fixation des tarifs de terminaison d'appel outre-mer.

*Préambule :*

Kertel souhaite rappeler le contexte concurrentiel.

Il ressort de l'analyse des opérateurs actifs dans les DOM un manque de concurrence du fait d'un nombre restreint d'opérateurs sur chaque zone et cela amène une situation de quasi monopole par zone :

- Orange Caraïbes pour la zone Antilles-Guyane,
- SRR pour la zone Réunion- Mayotte,

Par ailleurs, les tarifs de terminaison d'appel pour l'année 2008 sont élevés sur les DOM et se situent bien au dessus de la moyenne de la terminaison d'appel au niveau européen observée dans l'analyse comparative du GRE, ainsi les tarifs de terminaison d'appel sont de :

- 0,11 euros : Orange Caraïbes,
- 0,105 euros : SRR,
- Les autres opérateurs se voient appliquer le principe de non excessivité des tarifs.

**En conclusion, le marché de la terminaison d'appel sur les deux zones mentionnées est caractérisé par une absence forte de concurrence (1 opérateur dominant par DOM), un coût de terminaison d'appel plus élevé qu'en métropole et une absence de régulation de la terminaison d'appel pour les autres opérateurs.**

*Commentaires sur le modèle :*

Le modèle proposé est destiné à favoriser une meilleure compréhension des restitutions comptables d'un seul opérateur sur chaque zone et à vocation à uniquement éclairer l'analyse dans le cadre de l'encadrement tarifaire.

Dès lors, il convient de s'interroger sur la pertinence de l'utilisation de ce modèle.

Le modèle présenté sur les 2 zones appelle de la part de Kertel les mêmes réserves que celles exprimées sur le modèle de l'opérateur générique métropolitain :

- En premier lieu il convient de rappeler qu'il s'agit d'un modèle virtuel, par conséquent les hypothèses retenues et les impacts de ce modèle sont totalement figuratifs. Par ailleurs, ce modèle ne peut en aucun cas servir de base de référence pour justifier le maintien d'un coût de terminaison d'appel élevé, il peut au mieux apporter des éléments de réflexion. En outre, **Kertel maintient que le coût de déploiement du réseau de téléphonie mobile ne doit plus être subventionné par les consommateurs finaux au travers d'un coût de terminaison d'appel élevé.**
- Kertel souhaite de plus insister sur le fait que la seule prise en compte des coûts mentionnés dans le modèle de l'opérateur générique **ne peut servir de référence dans la détermination du prix de la terminaison d'appel.**
- Le principal poste de coûts est celui de la Boucle Locale Radio GSM et UMTS, il s'agit d'un poste de coûts spécifique aux opérateurs mobiles. Compte tenu de l'importance de ce poste de

coûts, Kertel estime qu'une comparaison précise à l'échelle européenne de ces coûts serait pertinente afin de justifier l'importance des coûts Boucle Locale Radio GSM et UMTS.

*Commentaires sur la sensibilité à la date de lancement de l'opérateur générique :*  
Pas de commentaire.

*Commentaires sur le critère de la sensibilité à la part de marché :*  
Une fois encore ce critère souligne l'importance du partage des infrastructures réseau en vue d'amortir au mieux les investissements nécessaires au déploiement d'un réseau GSM et UMTS, néanmoins Kertel ne retient pas le lien entre les investissements nécessaires et le maintien d'un coût de terminaison d'appel élevé.

*Commentaires sur la sensibilité à la demande moyenne des clients :*  
Ce critère ne nous semble pas être pertinent dans la mesure où la sensibilité à la demande moyenne des clients n'est pas un critère objectif à prendre en considération dans la détermination du coût de la terminaison d'appel.

*Commentaires sur la sensibilité à la superficie du géotype rural en Guyane :*  
L'impact de ce critère est marginal et ne peut justifier une incidence sur le coût de la terminaison d'appel.

*Commentaires sur la sensibilité du trafic entre géotypes :*  
L'impact de ce critère est négligeable et ne peut être pris en compte pour justifier le maintien d'un coût de terminaison élevé.

**Question 6 :** Les acteurs sont invités à préciser s'ils partagent l'analyse de l'Autorité sur les spécificités de la terminaison d'appel vocal, et en particulier les conclusions qui peuvent en être tirées sur le recouvrement des coûts au niveau des marchés de détail.

En préambule, Kertel souhaite interpellier l'Autorité sur la définition de l'encadrement tarifaire puisqu'il ressort de la *Partie 2 : Le concept de coûts* qu'un encadrement tarifaire de la terminaison d'appel soit en place du fait :

- d'un manque de concurrence sur ce marché,
- d'un manque de pression concurrentielle sur les prix,
- de la position oligopolistique occupée par les opérateurs mobiles.

A noter, le principe de non-excessivité des tarifs est appliqué pour les autres opérateurs de l'Outre-mer.

Il convient dès lors de s'interroger sur le maintien d'un tarif de terminaison d'appel élevé sur un marché où les acteurs occupent une position oligopolistique.

► **Spécificité du service de terminaison d'appel :**

- prestation d'accès réciproque :
- marché biface :
- utilité partagée:

Kertel s'interroge sur les spécificités de la terminaison d'appel vocal citées par l'Autorité dans la mesure où ces critères sont communs au marché de la téléphonie qu'il soit fixe ou mobile, dès Kertel ne comprend pas en quoi ces spécificités peuvent justifier le maintien d'un prix de terminaison d'appel élevé.

► **Conclusions sur le recouvrement des coûts au niveau des marchés de détail :**

Kertel considère que les opérateurs recouvrent totalement leurs coûts sur le marché de détail au travers :

- ✓ d'un abonnement implicite,

- ✓ d'un coût de terminaison d'appel très élevé qui n'est plus justifié du fait du haut degré de couverture et de déploiement des réseaux de téléphonie mobile,
- ✓ d'un décroché systématique de l'appelé (messagerie) qui génère une facturation,
- ✓ de la présentation du numéro qui favorise le rappel,
- ✓ d'un trafic On-net (le coût d'une communication On-Net est marginal) conséquent du fait d'une part de marché moyenne élevée pour chaque opérateur mobile,
- ✓ d'un prix de référence à la minute élevé qui se calcule simplement : prix de l'abonnement divisé par le nombre d'heures,
- ✓ d'une non distinction tarifaire du prix des appels terminés sur le réseau mobile et fixe,
- ✓ des offres commerciales proposées par les opérateurs mobiles sur le marché de détail qui ne suivent pas la baisse des coûts de la terminaison d'appel,
- ✓ les offres proposées sur le marché de détail à l'exception des offres prépayées sont exclusivement des offres au forfait ou nécessairement la notion de rentabilité est forte du fait de la forfaitisation de l'abonnement, les minutes non consommées sont payées.

**Question 7 :** Les acteurs sont invités à présenter leur vision de l'évolution du marché de la téléphonie mobile décrite par l'Autorité.

Kertel partage certains points de l'évolution du marché de la téléphonie mobile mis en avant par l'Autorité et en particulier :

- ▶ le développement des offres d'abondance,
- ▶ l'attente d'offres de convergence.

S'agissant de la maturité du marché, Kertel souligne que celui-ci reste attractif dans le contexte de déploiement du haut-débit mobile, pour lequel une plus grande concurrence permettrait une approche plus dynamique, en particulier au profit du consommateur et d'un marché de gros plus fluide.

Les évolutions fortes de l'usage de la téléphonie mobile, encore constatées dans l'observatoire de la téléphonie mobile publié par l'Autorité, ne sont pas le reflet d'un marché à maturité, à titre d'exemple :

- ▶ entre 2006 et 2007, le volume des communications depuis les mobiles vers l'international a augmenté de 20% et de 28% depuis un fixe ;
- ▶ Le revenu de ces communications a progressé pour les appels depuis les mobiles, a diminué pour les appels depuis les fixes sous les effets cumulés de la baisse des prix de la terminaison au détail et du développement des offres volp.

En conséquence, Kertel ne considère pas que le marché de la téléphonie mobile soit à maturité, mais à un point de saturation d'une situation oligopolistique qui ne permet plus un développement sain des usages sans incertitude sur la qualité du prix proposé.

Comme le souligne l'Autorité dans les résultats de son observatoire, les offres volp ont été particulièrement impactantes sur le profil et la structure du marché de la téléphonie fixe, re-dynamisant un mode de consommation en perte de vitesse.

Kertel gage que le haut-débit mobile aura au moins les mêmes effets, l'intérêt des consommateurs pour la consommation « non-voix » de la téléphonie mobile étant déjà démontré.

Le développement des offres d'abondance doit lui aussi se faire réellement au profit du consommateur, sans aucune confusion entre les notions « d'illimité » et de « gratuité ». Soucieux de consommer librement, sans contrainte sur les destinations appelées, et en maîtrisant son budget, le consommateur ne devrait pas supporter des forfaits de communication « tout compris », sauf sur

certaines tranches horaires, vers certains numéros d'appels, uniquement en France métropolitaine, etc.

Pour proposer des offres de convergence au bénéfice du consommateur, Kertel souligne l'importance de rapprocher la régulation des deux marchés et de ne pas perdurer sur l'asymétrie des prix de terminaison fixe et mobile : Kertel rappelle à ce stade son intérêt pour les travaux de la Commission Européenne.

Kertel souligne que le marché de gros de la téléphonie mobile doit intégrer un changement de fond que ce soit entre opérateurs de téléphonie fixe et mobile, et vers les opérateurs de téléphonie mobile sans réseau (MVNO), afin d'évoluer vers un marché plus fluide, les conditions n'étant pas réunies aujourd'hui pour proposer au détail des offres attendues par le consommateur : accords d'itinérance (national et international), partage d'infrastructures, indépendance technologique des opérateurs de téléphonie mobile sans réseau, possibilité pour un opérateur sans réseau d'accéder à plusieurs opérateurs hôtes.

En conclusion, Kertel voit un marché de la téléphonie mobile évoluant grâce au haut-débit mobile, aux terminaux adéquats et à plus de concurrence, vers des usages plus libres du consommateur final, avec des impacts similaires sur le marché de gros à ceux qu'ont connu les acteurs de la téléphonie fixe avec le dégroupage et le développement des offres d'abondance commercialisées par les fournisseurs d'accès Internet :

- Diminution du prix de la terminaison d'appel,
- Elargissement de la concurrence,
- Offres plus compétitives pour le consommateur.

*Kertel a pris la liberté de numéroté la question suivante « Question 7bis », le texte de la consultation présentant à la suite deux « Question 7 ».*

**Question 7bis :** Les acteurs sont invités à présenter leur vision de l'effet des coûts complets distribués sur la concurrence entre opérateurs et le développement du marché mobile au bénéfice du consommateur.

En particulier, voient-ils d'autres limites que celles identifiées par l'Autorité pour l'utilisation de cette méthode afin de fixer les plafonds de terminaison d'appel mobile ? A l'inverse, quels avantages considèrent-ils ?

Kertel considère que l'approche des coûts complets distribués ne favorise pas la notion de concurrence entre opérateurs et limite fortement le développement du marché au bénéfice du consommateur final.

En effet, les coûts complets distribués favorisent les opérateurs mobiles existants au détriment des nouveaux entrants et des opérateurs mobiles sans réseau (MVNO), car la part du trafic On-net est proportionnelle à la part de marché occupée par l'opérateur.

Par ailleurs, Kertel souligne le fait que les tarifications On-net dans les offres de détail sont souvent liées à des abonnements particuliers, le consommateur ne bénéficie donc pas automatiquement d'offres On-net dont le coût est marginal.

Cette approche est par ailleurs discriminante pour les opérateurs fixes qui doivent payer le prix d'interconnexion pour chaque minute envoyée sur le réseau de l'opérateur mobile et cela se fait au détriment du consommateur final.

Dès lors, Kertel estime qu'il n'est plus nécessaire de maintenir un coût de terminaison d'appel élevé.

**En outre, cette approche de coûts complets distribués peut contribuer à créer une distorsion entre la téléphonie fixe et la téléphonie mobile, de fait la convergence ne peut devenir une réalité tant que les écarts de prix élevés seront maintenus entre le mobile et le fixe.**

**Question 8 :** Les acteurs sont invités à réagir sur cette présentation des coûts incrémentaux et à préciser leur vision de l'effet des coûts incrémentaux sur la résorption des biais concurrentiels entre opérateurs et sur le développement du marché mobile au bénéfice du consommateur. En particulier, voient-ils d'autres avantages que ceux identifiés par l'Autorité à cette méthode dans le cadre de la fixation de plafonds de terminaison d'appel mobile ? A l'inverse, quelles limites considèrent-ils ?

*Kertel souhaite mettre avant une fois de plus le fait que le consommateur au travers du d'un prix de terminaison d'appel élevé finance le développement des réseaux des opérateurs de téléphonie mobile.*

Le modèle des coûts incrémentaux cherche à gommer les différences tarifaires entre le prix de la terminaison On-net et Off-net, et cherche à harmoniser les prix de terminaison d'un réseau mobile à un autre. A noter qu'il n'existe pas à ce jour de différences tarifaires entre les communications On-net ou Off-net, néanmoins il ressort de la consultation que les appels On-net ont un coût marginal :

- cette harmonisation pourrait se traduire par une augmentation des prix du On-net justifiée par une augmentation de la capacité des réseaux en vue de servir les clients finaux ; il convient dès lors de se poser la question de la justification du maintien d'un prix de la terminaison d'appel élevé pour financer l'extension des réseaux de téléphonie mobile.

Il ressort de ce modèle que les appels On-net sont très fortement générateurs de marge et concernent une part significative des appels effectués par les abonnés, du fait d'un nombre limité d'opérateurs de téléphonie mobile et des parts de marché de ces acteurs. Les appels Off-net sont également contributeurs de marge certes dans une moindre mesure :

- il convient dès lors de moyenner le coût des appels en vue de baisser significativement le prix de la terminaison d'appel.

**Les coûts incrémentaux favoriseraient le rapprochement entre le mobile et le fixe et le développement d'offres convergentes mais à condition que le prix de la terminaison d'appel mobile se rapproche du prix de la terminaison d'appel fixe.**

**Question 9 :** De façon plus globale, l'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs commentaires sur l'ensemble des développements présentés dans cette partie 2.

Kertel réproouve un modèle qui consiste à fixer le prix de la terminaison d'appel sur la base des coûts constatés chez les opérateurs du marché.

Kertel est favorable à un encadrement du prix de la terminaison d'appel mobile qui s'exercerait dans les conditions suivantes :

- permettre avec le dégroupage de la Boucle Locale Radio GSM et UMTS, le développement d'une réelle concurrence en fluidifiant les conditions du marché de gros, tant pour un nouvel entrant (attribution d'utilisation des bandes de fréquence 2,1GHz) que pour les opérateurs de téléphonie mobile sans réseau (MVNO) ;
- ne plus subventionner le déploiement des réseaux de téléphonie mobile par le maintien d'un prix de terminaison d'appel élevé : Les consommateurs ont jusqu'ici très largement subi l'impact financier des investissements mis en œuvre par les acteurs du secteur, sans en retirer un bénéfice sur l'attractivité des offres qui leur sont proposées ;
- encourager la convergence fixe-mobile par la disparition de l'asymétrie entre les services d'appel fixe et les services d'appel mobile ;
- aboutir à un prix de terminaison mobile moins élevé.